

# États généraux de l'information

## Contribution de l'ADBU

La crise sanitaire a révélé à quel point la maîtrise des compétences informationnelles était un enjeu et ce dès la première année d'études : savoir chercher l'information nécessaire, évaluer sa pertinence et l'utiliser à bon escient sont autant de compétences nécessaires tout au long des études et au-delà tout au long de la vie professionnelle. Ces compétences deviennent même cruciales pour lutter efficacement contre les fake news et former des citoyens éclairés.

Les questions de la surabondance d'information et du rôle que jouent les bibliothèques et les bibliothécaires pour la réguler sont cruciales à l'heure actuelle : le numérique amplifie considérablement le mouvement de l'information, sa circulation et son appropriation sur une échelle devenue mondiale, et sans réel contrôle (sauf dans les pays qui mettent l'information sous tutelle). Une même information peut être répétée à l'infini, même si son intérêt décroît très vite.

Plusieurs phénomènes concomitants rendent la question de la surabondance de l'information difficile à résoudre d'un seul clic et rendent les compétences métiers et les missions des bibliothèques et des bibliothécaires indispensables pour accompagner les politiques de formation initiale et continue.

La croissance exponentielle de l'information est visible, elle prend des formes diverses sur une multiplicité de médias et de réseaux : l'image, la vidéo et le son se surajoutent à l'écrit, et l'information est accessible partout et en tout temps ; les technologies tendent à accroître la vitesse de diffusion des informations ;

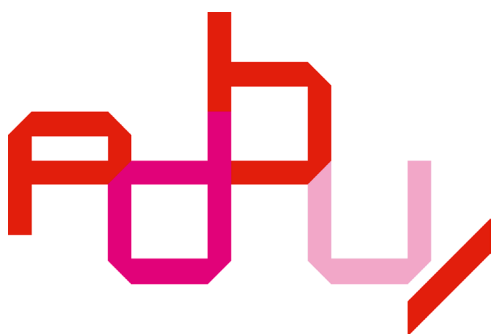
- L'arrivée du numérique et de l'intelligence artificielle a des incidences notables sur la consultation et la conservation des données ; on ne sait pas encore quel est ou sera réellement le rôle de l'intelligence artificielle ;
- La place prise par les réseaux sociaux, qui ne hiérarchisent pas l'information et les opinions, crée des clivages avec des avis et opinions, souvent sans nuances, contradictoires et peu exploitables ;
- La disparition – ou l'écartement – de certains intermédiaires de l'information (journalistes, éditeurs, documentalistes...) de leurs fonctions originelles sous prétexte qu'ils ne sont plus utiles constitue un risque important : il n'y a parfois plus de filtre réel entre l'information et le lecteur final. Cependant, certains de ces acteurs reviennent en créant de nouveaux médias et en utilisant pour cela Internet ;
- Des publics connectés – voire hyperconnectés – mais sans recul sur l'usage et les biais des sources : l'éducation à l'information est encore une vaste question auprès des jeunes publics, mais aussi de la société dans son ensemble.

La lutte contre la désinformation, sujet d'actualité souvent abordé du point de vue de la vérification de l'information exposée médiatiquement, tout comme la formation aux compétences informationnelles constituent de ce fait des sujets de fond pour les bibliothèques en tant que médiatrices entre les producteurs d'information scientifique et le public, qu'il s'agisse de chercheurs, d'étudiants ou plus largement de l'ensemble des citoyens.

Les personnels de bibliothèque et de la documentation sont en première ligne pour accompagner des usagers qui ont une acculturation et une formation aux ressources documentaires et aux compétences informationnelles bien inférieures ou en tout cas plus hétérogènes rapportées à ce qu'elles étaient auparavant. Un constat que les personnels des bibliothèques doivent intégrer dans leurs approches pédagogiques.

Et ce d'autant plus que le contact avec le public peut jouer un rôle important dans l'appréhension d'une information surabondante et, dans ce domaine, les bibliothécaires ont de réelles compétences, notamment en termes de médiation. La connaissance des besoins du public s'opère au quotidien en étant au contact avec lui : les échanges réguliers au cours d'une séance de questions-réponses, l'aide et l'orientation dans une collection, l'accompagnement à l'utilisation d'un nouveau dispositif d'information, le prêt de documents ou la recherche d'informations sont autant de moyens pour connaître ce que le public souhaite, et réaliser par la suite une sélection documentaire ou orienter vers les services de manière pertinente.

Les services documentaires (BU, centres de documentation) et les personnels de bibliothèque de l'ESR doivent être soutenus de manière spécifique pour améliorer l'accès aux sources d'information fiables (volet « outils ») et développer la formation aux compétences informationnelles (volet « pédagogie »). Ce soutien permettra de renforcer la lutte contre les fake news. Il permettra également d'appuyer la diffusion des savoirs et le lien entre Science et société.



L'ADBU est l'Association française des directeurs et personnels de direction des bibliothèques universitaires et de la documentation. Dans l'écosystème en transformation de la connaissance et de l'information, l'ADBU porte la vision d'une bibliothèque universitaire (BU) au rôle sociétal fort. L'ADBU s'intéresse aux questions de stratégie et d'évolution de l'information scientifique et technique et ne cesse de questionner, avec ouverture et audace, la place des BU dans la société. L'ADBU lutte contre les idées reçues et réaffirme pleinement le rôle, les missions, l'ambition et les valeurs des bibliothèques universitaires. Lieux de partage et d'expression, d'effervescence des idées, de richesses intellectuelles, d'accomplissement et d'innovation les BU sont les pionnières, au sein de l'enseignement supérieur et de la recherche, de la diffusion des savoirs numériques et du partage des connaissances. Elles sont un acteur essentiel de la réussite étudiante et de la recherche.